

Je vous renouvelle et vous propose à nouveau de convoquer les exclus et de discuter avec nous sérieusement ces questions.

J'attends votre réponse.

30 décembre 1935.

P.-S. — Veuillez me faire savoir pour quelle date doit parvenir un article de discussion pour le bulletin international. Nous n'avons encore rien envoyé à l'étranger; nous sommes tout prêts à n'envoyer que dans la limite de votre publication internationale. Acceptez-vous?

Nous avons en effet l'intention de répondre au camarade Clar (1) dans toute cette lutte politique, n'arrive pas à dépasser les moyens de campagnes électorales social-démocrates dans lesquelles les petits avocailles de sa sorte sont par hérédité et dégénérescence des maîtres.

MOLINIER.

b) Une lettre à L. D.

Cher camarade L. D.,

J'ai pris connaissance à Lyon, hier, de votre dernière lettre. Je ne veux pas ici relever votre talentueuse polémique. Je voudrais que vous sachiez les choses suivantes :

a) Le problème d'un journal commun avec d'autres groupes sur la base d'un programme minimum n'est pas seulement notre opinion, mais c'était celle du C. C. dans son ensemble au milieu de beaucoup de fluctuations.

b) Ce sont ces fluctuations, compromis ou brutalités, qui ont créé une situation de fait comme le lancement de la Commune qui n'a nullement été préparé et qui a été lancée en quelques heures, ceci je vous l'affirme de la façon la plus complète. Les camarades et groupes qui se sont joints à nous sont ceux qui devaient se joindre à Commune, organe du G. B. L. en liaison avec d'autres groupes (voir décision du C. C., résolution Rous).

c) Il est explicable qu'au moment d'aborder un nouveau tournant, une crise semblable ait surgi, mais à votre point de vue, il y a dans cette tentative d'un organe commun, une preuve d'opportunisme condamnable. Si c'est cela (et je n'en crois rien) cette condamnation ne doit pas seulement nous frapper, mais doit frapper l'ensemble du C. C.

Le danger le plus grand à l'heure présente c'est que, sous prétexte d'un semblable opportunisme, on brise complètement l'organisation de masse des Jeunesses par une adhésion rapide à la IV^e non préparée sérieusement. On aboutit à des résultats comme la participation au vote de la commission au Comité Central des Jeunesses (qui vient d'être élue) où seulement deux cents camarades ont participé.

d) Je vous affirme qu'il n'y a pas un pivertiste à la Commune, qu'il n'y a pas chez nous de pivertisme à aucun titre, ni de sous-pivertisme; ni de refus de combattre Pivert, ni de refus d'amoindrir les attaques à son égard. Nous aurions préféré, il y a trois mois, un travail de masse commun pour amener ces gens de la S. F. I. O. non à des motions communes, mais à un front unique d'action et non un front unique de texte.

Si vous pensez qu'à l'heure présente il y a chez nous une tendance à la conciliation avec le pivertisme, c'est-à-dire au redressement de la S. F. I. O., vous avez tout à fait raison d'exiger la rupture avec le rasoir, mais c'est une erreur de votre part, cela n'existe pas et vous confiez dangereusement votre fameux rasoir.

A titre indicatif, au Comité Central, c'est Naville, Rousset, qui ont voté contre la publication de la lettre pour la IV^e. En résumé, vous vous trompez, camarade, si vous croyez que nous sommes cyni-

(1) Rous.

ques en face de notre organisation internationale et que nous sommes des scissionnistes de cette organisation. Nous avons déjà plusieurs fois proposé qu'il n'y ait qu'un seul organe commun avec prépondérance réelle du G. B. L. et association des autres minorités sur les principes, être politiquement intransigeants et organisationnellement souples. Nous y sommes encore prêts. On déclare qu'il s'agit de notre part à ce sujet de promesses permettant de faire la scission la plus large. Qu'est-ce à dire?

D'habitude, quand les gens sont suspectés de ne pas tenir leurs engagements, on les met au pied du mur. Pourquoi refuse-t-on le C. C. élargi? Pourquoi nous attaque-t-on dans la presse, publiquement. Pourquoi répand-on sur nous des calomnies? dans les journaux socialistes où l'on m'accuse maintenant d'indélicatesse (journal de Boulogne de Lagorgette). Pourquoi veut-on développer cette scission strictement de l'autre côté pour des raisons de rancune sans principe et sans conscience des répercussions graves.

e) Pendant cette période, quelques semaines (cinq à six) par la constitution de G. A. R. dans chaque coin, nous pouvons (si cette crise ne vient pas briser notre élan commun) réunir à Paris plus de six cents militants adultes; en élargissant de la sorte notre influence par la constitution de ces groupes d'action dont le but est de porter dans les masses les idées qui ne sont pas portées par les partis, malgré la discipline de ces partis, c'est créer la possibilité de création du parti mais le gros danger serait une proclamation prématurée suivie de l'effondrement misérable, sans base réelle, par des manœuvres de sommets et des adhésions fictives au lieu d'une expérience réelle. C'est un danger tragique.

Y a-t-il sur cette base une possibilité de travail commun dans une même organisation qui rapidement serait le moteur d'un embryon de parti déjà fort? Je continue, même si vous continuez à m'accuser de cynisme, à le croire. Mais alors, direz-vous pourquoi avoir fait ce journal? Je vous rappelle à ce sujet une dernière fois que formellement c'est le C. C. qui décida ce journal et qui revint ensuite sur ses engagements dans des conditions telles qu'aucun recul n'était possible.

Ne voyez pas en ma lettre quelque chose en rapport avec la crainte des coups que je reçois personnellement. Vous vous tromperiez fort. Il ne s'agit pas de cela. Si vous pensez que c'est un recul de ma part, je ne veux pas vous empêcher de le croire, appelez cela comme vous voudrez. Ce n'est qu'un juste souci aujourd'hui comme hier d'éviter que soient tirées les pires conséquences d'une crise qui n'est pas sans issue.

Si on veut la voir sans issue, si on refuse des assises normales pour la régler, si on la traite par les exclusions et le discrédit personnel, alors croyez-le, nous n'entrons pas dans ce combat avec l'âme de vaincus et nous puiserons la force pour mener la lutte jusqu'au bout dans l'attachement aux principes que vous nous avez enseignés.

Je vous entends: Concrètement?

Révolution ne paraît plus pendant « les fêtes », le C. C. élargi peut se réunir pendant ces « fêtes ». Nous pouvons tomber d'accord sur une orientation politique, une orientation de travail, une définition du journal de masse et de la phase de rassemblement des G. A. R. Cet accord se réalisera, l'ensemble des camarades sauront démontrer leur volonté de retour au travail commun à la condition que de l'autre côté on rencontre le même souci de l'unité de nos rangs.

Concrètement?

Un numéro de la Commune peut fort bien paraître pour exposer la fusion avec Révolution. Quant à moi, je soutiendrai mordicus cela; ce qui me permet d'espérer que dans cette voie l'avenir sera meilleur, c'est qu'il y a en réalité par suite de l'attitude de Pivert, de l'attitude du Parti, une base adulte qui vient renforcer solidement